



Augmenter les salaires, c'est urgent, c'est légitime
et c'est possible !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN
MANIFESTATION LE 29 SEPTEMBRE

En 2021 c'est 70 milliards d'euros qui ont été versés aux actionnaires des entreprises soit +11 % en 1 an !!
Le patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises représentent 1000 milliards d'euros alors que le déficit attendu en 2022 pour la France est de 154 milliards !!!!

MAIS LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS BALADER

ET sous couvert de « mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat » annonce de nouvelles cures d'austérité.

Les attaques se poursuivent contre nos retraites, le temps de travail, l'assurance chômage, la sécurité sociale, les services publics !!

Mais **RIEN** pour une **augmentation des salaires** et **RIEN** pour la **taxation des superprofits**.

Deux lois du « paquet pouvoir d'achat » sont adoptées qui ne répondent en rien aux besoins qu'expriment la majorité des agents !!

Ces lois ne valorisent ni le travail, ni la reconnaissance des qualifications, ni les compétences. Elles ne répondent pas à l'attente d'augmentations de salaire, elles ne sont pas là pour compenser l'inflation (prévision de 10% fin 2022) ni pour rattraper des années d'austérité !!

Il y a urgence pour nos Salaires

Il y a urgence pour les agents de la DGFIP

Il y a urgence pour la Fonction Publique

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5% de la valeur du point d'indice ne couvre ni les 10 années de gel, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires (à ce jour, les 7 premiers échelons des agents C et les 3 premiers des B sont identiques au SMIC).

C'EST INSUFFISANT !

Les fonctionnaires veulent pouvoir boucler leur fin de mois !!!

ALORS, pour tous les agents des finances publiques, REVENDIQUONS ENSEMBLE :

- une revalorisation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice avec rattrapage et indexation sur l'inflation, la revalorisation des grilles, des rémunérations plus justes pour les non-titulaires.
- de vraies mesures pérennes pour tous les agents, ce qui signifie l'abandon du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire
- un complément de traitement indiciaire (CTI), déjà octroyé aux professionnels de santé à hauteur de 49 points d'indice, dans la perspective d'intégration dans le salaire des primes à valeur salariale pour toute la Fonction publique (sans effet négatif sur la revalorisation indiciaire).

Le 29 Septembre, La CGT Finances publiques 77 appelle les agents des Finances publiques de Seine-et-Marne à participer massivement à la journée de grève et de manifestation unitaire interprofessionnelle

TOUS et TOUTES ENSEMBLE A PARIS le 29 septembre

POUR GAGNER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES !!